

NOTE : INSTITUT DU BOSPHORE : EVALUATION DE LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA TURQUIE

Soli Özel, Maître de conférences, Département de relations internationales, Université Kadir Has

Le politique étrangère de la Turquie présente une continuité qui remonte à l'époque de Turgut Özal qui avait décidé de se servir de la Guerre du Golfe pour encourager la Turquie à jouer un rôle plus actif dans la région.

L'intérêt porté par la Turquie au Moyen-Orient est basé sur les éléments structurels du système international et la situation régionale. Il faudrait aussi, au sein de cette politique, prendre en considération l'influence de la définition et de la perception du système par le parti politique au pouvoir « AKP ».

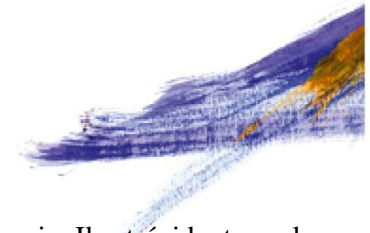
L'objectif de la Turquie, concernant le programme nucléaire de l'Iran, est de bloquer le programme d'armement nucléaire, éviter la guerre et empêcher la mise en place de sanctions contre l'Iran. Il est naturel que la Turquie, en qualité de pays voisin de l'Iran, suive une politique qui ménage et protège ses propres intérêts.

Ankara ne se contente pas de défendre uniquement le Hamas contre Israël mais soutient aussi cette organisation islamique dans le conflit inter-palestinien. La Turquie a raté, à cause de cet engagement, l'occasion de jouer le rôle de médiateur dans la région et ses relations avec Israël sont au bord de la rupture.

Au cas où la Turquie ne se dirige pas vers une politique Eurasienne précédemment soutenue par les milieux nationalistes militaires et civils, le parti AKP devra mieux définir sa politique étrangère, ses relations avec l'Occident et son identification Européenne.

La Turquie doit adopter une politique qui prend au sérieux son appartenance stratégique primordiale tout en défendant ses intérêts nationaux. Cette appartenance reflète le choix de la Turquie concernant sa structure politique et sociale.

Soli Özel
Université Kadir Has



Nous avons récemment vécu une rupture dans la politique extérieure de la Turquie. Il est évident que la place occupée par la Turquie dans la structure politique internationale, ses caractéristiques sociales et économiques et sa position géographique permettent à Ankara de jouer un rôle important à échelle internationale ainsi qu'au Moyen Orient ; mais je pense que les moyens possédés par la Turquie pour intervenir au niveau des puissances globales seront plus restreints que par le passé, si la Turquie ne procède pas à une adaptation de la gestion de sa politique extérieure.

Cette rupture est liée au réalisme, à la gestion, à la perception et à l'évaluation de la politique étrangère du parti AKP

La politique étrangère de la Turquie, durant les cinq dernières années, a été évaluée en Turquie et à l'étranger, comme remarquable. La Turquie, sortant de son cocon et utilisant les avantages des transformations régionales et globales, a parcouru le chemin lui permettant d'accéder au statut de puissance régionale. La Turquie qui a développé ses relations avec les pays voisins de la région pour accéder à une position dominante au Moyen Orient, vise à jouer, selon l'expression utilisée par le ministre des affaires étrangères le rôle de « pays régulateur ».

Un article non publié de Şaban Kardaş, concernant l'engagement de la Turquie sur la question du Moyen-Orient, mentionne que le caractère déterminant de la politique extérieure de la Turquie comporte « l'accent sur le choix de ses propres priorités, une action indépendante de ses alliés occidentaux et en cas de besoin, la détermination de confronter ses alliés dans la mise en œuvre de ses priorités »

La Turquie, tout en élargissant rapidement son champ d'action et l'indépendance de sa politique extérieure, est devenue, grâce à son économie, ses produits culturels et les caractéristiques laïques et démocratiques de son système politique, un modèle admiré et pris en exemple par les pays de la région . Les experts et observateurs étrangers qui évaluaient la politique étrangère de la Turquie lui conféraient un statut d'étoile ascendante au firmament des pays de la région.

Nous pouvons dire actuellement que le charme vient d'être rompu.

L'ouverture vers le Moyen Orient

La position géopolitique de la Turquie s'est transformée à la fin de la guerre froide. L'effondrement de l'Union Soviétique a ouvert la voie à une nouvelle ère où les intérêts de la Turquie ne se conformaient pas toujours aux intérêts de ses alliés occidentaux. Les relations avec les Etats Unis ont traversé une période difficile au début des années 1990. Les deux pays ont cherché à définir leurs intérêts communs et la Turquie a été classifiée par les Etats Unis comme un pays laïque et démocratique, faisant partie de l'économie mondiale, situé au croisement des réseaux de transport énergétiques, un pays membre de l'Otan avec une population musulmane. Le discours du président Clinton lors de sa visite en Turquie en 1999 a confirmé cette évaluation.



La Turquie, grâce à sa position géographique, ses liens culturels et historiques avec les pays de la région et sa situation au carrefour des ressources d'énergie, a bénéficié du mouvement stratégique et économique mondial dirigé de l'Europe vers l'Asie. Ces avantages ont constitué un premier pas et ont permis à la Turquie de se faire une place dans le nouvel ordre mondial stratégique, au croisement des continents Africain et Asiatique.

Le second facteur permettant à la Turquie de prendre son essor a été la décision des Etats Unis d'intervenir au Moyen Orient suite à l'attaque du 11 septembre. Il est vrai que le Parlement turc a refusé le mémorandum proposé le 1^{er} mars 2003 concernant le passage des troupes américaines en route pour l'invasion de l'Irak ; mais les attributs laïques et démocratiques de la Turquie, pays musulman, ont acquis une importance encore plus grande que dans le passé. Suite à l'échec des plans américains en Irak, il fallait prendre les mesures nécessaires pour combler le vide dans la région.

L'invasion américaine n'avait pas seulement créé une situation anarchique dans un pays arabe important de la région, mais avait aussi ouvert la voie au renforcement régional de l'emprise de l'Iran. L'anarchie et la crise de légitimité qui commençaient à dominer la région ont conduit la Turquie à assumer la responsabilité d'instaurer l'équilibre contre les revendications stratégiques et sectaires de l'Iran. La Turquie, face à une menace croissante d'instabilité et de violence régionale, devait s'engager pour éviter de graves répercussions. De plus il n'existait dans cette région, contrairement au Caucase, l'Asie Centrale et les Balkans aucune puissance capable d'arrêter la Turquie. Les Etats Unis s'évertuaient à éteindre l'incendie qu'ils avaient déclenché en Irak, l'administration de Bush était incapable de trouver une solution politique et la Turquie ne pouvait pas rester indifférente à cette crise régionale.

Le troisième facteur qui avait renforcé le rapprochement entre la Turquie et le Moyen Orient était basé sur les dynamiques internes de la Turquie. La pérennité de la politique étrangère de la Turquie remonte à l'époque de la présidence de Turgut Özal. Suite à la fin de la guerre froide, Turgut Özal avait voulu tirer parti de la guerre du Golfe pour pousser la Turquie à jouer un rôle plus actif dans la région. Ce projet n'avait pas pu aboutir à cause de l'opposition des élites responsables de la sécurité nationale et du développement inadéquat de l'économie turque. En 1990, la Turquie qui avait des problèmes avec tous les pays de la région, a fait un grand pas en avant en établissant une coopération stratégique avec Israël. Suite à la déportation d'Abdullah Öcalan par la Syrie, les relations entre ces deux pays ont commencé à s'améliorer et Ankara a amorcé des relations amicales avec Damas et Téhéran en 1999. La présence du président de Turquie, Ahmet Necdet Sezer aux funérailles du président syrien Hafez Assad a été le signe précurseur de l'amélioration des relations entre ces deux pays. La Turquie a aussi établi des relations plus étroites avec l'Iran dans le cadre des projets de coopération dans le secteur de l'énergie.

La transformation de la structure démographique, le profil culturel et idéologique des nouvelles classes dirigeantes et les intérêts économiques ont orienté la Turquie vers une ouverture sur le Moyen Orient. L'économie turque, qui avait retrouvé sa stabilité après avoir surmonté la crise de 2001, était en plein



essor et son dynamisme constituait la base économique de la politique adoptée par la Turquie visant à combler le vide créé par la guerre et l'intervention américaine en Irak.

Le gouvernement AKP a utilisé les avantages de ces éléments structurels pour déterminer le rôle de la Turquie et bénéficier des atouts basés sur les tendances passées et les relations régionales. Le fait que la Turquie, sous la direction d'un parti d'origine islamiste, ait progressé dans le processus d'adhésion à l'Union Européenne et qu'elle ait résisté à la pression américaine en refusant de coopérer pour occuper l'Irak, a eu des retentissements importants dans les pays de la région. La politique de la Turquie au Moyen Orient possède une continuité basée sur la protection de ses intérêts économiques et politiques. Le parti AKP a suivi une politique très réaliste en Irak en évitant de tomber dans le piège du sectarisme et en établissant des relations normales avec les Kurdes irakiens. La Turquie a contribué à la stabilisation du Moyen Orient en maintenant des relations avec Israël et en adoptant une politique de rapprochement avec la Syrie qui lui permettait d'entrouvrir la porte à des négociations indirectes entre Israël et la Syrie, malgré les objections des Etats Unis.

Ce qui distingue la politique de l'AKP concernant le Moyen Orient des politiques antérieures de la Turquie, est le souhait d'une domination hégémonique dans la région. Le gouvernement AKP considère la Turquie comme un pays régulateur dominant toute la région. La Turquie souhaite accéder à la position stratégique privilégiée occupée par Israël dans ses relations avec Washington et ce souhait est soutenu par une vision constructive.

Les exigences d'une stratégie globale

La performance récente du gouvernement turc dans le domaine de la politique étrangère et en particulier au Moyen Orient a mis en évidence des problèmes qui existaient dans le passé sans pourtant occuper une place au premier plan. Ces problèmes ont provoqué un débat concernant le réalisme de l'évaluation de l'équilibre des forces globales et la capacité de la Turquie pour mener à bien une politique étrangère si ambitieuse.

La Turquie qui tâchait de consolider sa position de puissance régionale s'est donc trouvée face au besoin d'évaluer l'accessibilité de sa stratégie globale avant de régler les problèmes de fragilité intérieure

Des doutes ont aussi été exprimés sur le rationalisme d'une politique du Moyen Orient basée sur le populisme local et régional et particulièrement sur les relations avec Israël. L'attaque sur le bateau d'aide humanitaire Mavi Marmara où 9 citoyens turcs ont perdu la vie et le vote de la Turquie au Conseil de Sécurité contre les sanctions dirigées vers l'Iran ont déclenché une discussion sur les tendances idéologiques et politiques du parti au pouvoir.

J'estime que les débats concernant l'influence de la solidarité idéologique et religieuse sur le changement de direction de la politique étrangère turque ne sont pas réalistes. L'intérêt de la Turquie pour le Moyen Orient est basé sur les structures internationales et la situation régionale. Cependant il faut quand même admettre que la politique de la Turquie au Moyen Orient est sous l'influence des idéologies du parti au pouvoir.



Le déterminisme géographique et les relations entre les civilisations occupent une place importante dans la doctrine internationale du ministre turc des affaires étrangères Davutoğlu dont la politique du Moyen Orient, conforme à celle de son parti, possède une dimension géopolitique réaliste soutenue par une dimension islamiste idéaliste. Il est difficile de dissocier les éléments géopolitiques et géoculturels de cette politique de la Turquie au Moyen Orient.

Les discours du Premier ministre Erdoğan reflètent la dimension géoculturelle de sa prise de position face aux derniers événements. L'identité politique et idéologique des organisateurs de la flottille du Mavi Marmara, soutenue par le gouvernement pour des raisons de politique intérieure, est flagrante. Les images et les discours dominants dans l'interprétation de cette expédition possèdent une forte dimension islamiste et idéologique. Les allégations concernant l'islamisation de la politique étrangère de la Turquie ont atteint des proportions considérables et les discours d'Erdoğan et le vote de la Turquie au Conseil de Sécurité sont interprétés dans un cadre idéologique.

Malgré l'existence de problèmes dans les discours publics et la gestion des événements, il est difficile d'utiliser des arguments idéologiques pour définir la politique de la Turquie concernant le programme nucléaire de l'Iran. Le but de la Turquie est d'empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires et de prévenir une guerre dans la région sans adopter des sanctions contre l'Iran. Il est naturel pour la Turquie, pays voisin de l'Iran, d'adopter une politique qui ménage ses intérêts nationaux. De plus la politique de la Turquie vise à réduire l'influence iranienne en Irak et au Liban ; on peut même dire que sa politique envers le Hamas est dirigée vers ce même but.

Il faudrait insister sur ce point, car la politique du parti au pouvoir envers le Hamas renforce les allégations concernant le changement de direction politique de la Turquie. Ce qu'il faudrait comprendre c'est pourquoi la Turquie, qui s'est engagée à soutenir le Hamas depuis plus de quatre ans, persévère dans cette voie malgré l'absence de résultats concrets. Même si la Turquie vise à réduire l'influence iranienne en se rapprochant du Hamas et en protégeant les droits des palestiniens, elle ne se contente pas de défendre uniquement le Hamas contre Israël mais soutient aussi cette organisation islamiste dans le conflit inter-palestinien. Cet engagement a fait perdre à la Turquie le rôle tant convoité de médiateur et ses relations avec Israël, qui étaient bénéfiques à tous les pays de la région, sont arrivés au seuil de la rupture.

Cette prise de position s'est affirmée juste au moment où les régimes arabes conservateurs se rapprochaient d'Israël par crainte de l'Iran et prenaient position contre les organisations islamistes comme le Hamas et le Hezbollah. Le prestige obtenu par Erdoğan auprès des populations arabes, basé sur ses accusations contre Israël, inquiète les dirigeants arabes qui souffrent d'un manque de légitimité aux yeux de leurs électeurs.



En résumé, on peut affirmer que l'interprétation de la politique de la Turquie au Moyen Orient ne doit pas être réduite à des dimensions idéologiques mais il est évident que les préférences culturelles, les perceptions historiques et la mission assumée par le gouvernement actuel de la Turquie subissent l'influence d'une déviation idéologique. Il faudrait aussi évaluer le poids des facteurs d'expansionnisme économique et des intérêts géopolitiques qui sont déterminants.

La paix, la stabilité politique et l'intégration économique sont les dynamiques complémentaires du programme de la Turquie qui a développé des relations égalitaires dans le respect de la diversité culturelle avec les pays de la région, tout en essayant de maintenir de bonnes relations avec les Etats Unis. La vision et la politique de la Turquie au Moyen Orient ont gagné l'approbation du président Bush et du président Obama et Washington a soutenu Ankara dans sa lutte contre le PKK.

Les derniers événements possèdent une dimension essentielle constituée par leur impact sur les relations entre la Turquie et les Etats Unis. Washington, qui a besoin du soutien logistique de la Turquie pour se retirer de l'Irak et soutenir l'autonomie de la région Kurde, ne peut pas faire trop pression sur Ankara. Cette prise de position américaine doit continuer tant que les troupes américaines continuent leurs opérations en Irak et en Afghanistan et ont besoin du soutien de la Turquie.

Les demandes de réparations de la Turquie, suite à l'incident de la flottille du Mavi Marmara et la libération des otages, et ses exigences sur la prise de position des Etats Unis en faveur de la Turquie dans ce conflit opposant la Turquie et Israël, sont basées sur une tactique erronée. Les discours d'Erdoğan insinuant que les Etats Unis sont indirectement responsables des opérations du PKK et les accusations excessives contre Israël ont dépassé les bornes politiquement acceptables. La Turquie a voté aux Nations Unies contre les Etats Unis, son allié de longue date, les membres de l'alliance à laquelle elle appartient, et chose encore plus grave, contre toutes les puissances globales dont font aussi partie la Russie et la Chine.

En résumé, nous pouvons donc affirmer que l'incident du Mavi Marmara et la prise de position de la Turquie concernant les sanctions contre l'Iran au Conseil de Sécurité, ont restreint son champ de manœuvre. Les discours des Etats Unis soulignent cette restriction et les présomptions de la Turquie concernant son rôle dominant dans la région seront dorénavant évaluées de manière plus circonspecte. Les négociations entre la Syrie et Israël qui constituaient le résultat le plus concret de la politique extérieure de l'AKP, sont arrivées au point de la rupture et ne semblent pas vouloir reprendre dans un proche avenir.

Mes dernières observations sont d'ordre plus spéculatif. Au cas où la Turquie décide de ne pas suivre une politique extérieure eurasiennne privilégiée par les milieux nationalistes militaires et civils, il faudrait que le parti AKP puisse définir de manière plus précise et plus claire sa position concernant ses relations avec l'Occident et son identité européenne.

Les événements vécus depuis mai 2010 ont établi une fois de plus l'importance des relations de la Turquie avec l'Occident. Le gouvernement au pouvoir devra mettre un frein à ses ambitions et sa prise



de position qui tend à sous estimer l'importance de l'Occident dans ses relations politiques. Ceci ne veut évidemment pas dire qu'il faudrait suivre aveuglément les pays occidentaux dont la cohérence intérieure est plutôt précaire. Il est vrai que la politique étrangère du parti au pouvoir est plutôt basée sur ses bonnes relations avec les Etats Unis mais le point que je voudrais souligner est l'importance pour la Turquie de suivre une politique qui prend en considération son appartenance stratégique tout en protégeant ses intérêts nationaux. Cette appartenance n'est pas uniquement le reflet d'une décision géopolitique mais un choix concernant l'appartenance de la Turquie à une structure politique et sociale bien définie. La réponse à la question suivante « cette appartenance sera-t-elle basée sur une identité religieuse ou sur des valeurs démocratiques ? » reflétera le choix de la Turquie.

Je voudrais aussi ajouter un commentaire concernant les relations turco-américaines de l'AKP. Je pense que la Turquie souhaite maintenir de bonnes relations avec les Etats Unis et ceci est facile dans les cas où les intérêts des deux pays sont convergents. Mais chose inexplicable, le parti au pouvoir ne fait aucun effort pour freiner le mouvement populaire anti-américain et les dirigeants adoptent parfois dans leurs déclarations un langage anti-américain et anti-israélien qui attise ces sentiments populaires.

L'anti-américanisme n'a pas été l'œuvre de l'AKP ; on pourrait même dire que ce mouvement a gagné de l'ampleur suite au traumatisme vécu par la classe des élites laïques suite à la prise de pouvoir du parti AKP. Le projet Eurasien visant à s'éloigner de l'Occident est en principe un projet adopté par les classes laïques dont la majorité estime que l'AKP a pris le pouvoir grâce au soutien des Etats Unis visant à transformer la Turquie en un pays « Islamique modéré ».

En outre la majorité de la population, laïque ou pas, pense que le PKK est soutenu pas des puissances étrangères souhaitant établir le Kurdistan et exprime des doutes sur les intentions américaines à ce sujet. Le fait que le gouvernement de l'AKP ne dément pas ces hypothèses parce qu'il considère probablement qu'elles servent ses intérêts, crée une tension qui ne pourra pas être contrôlée à longue échéance. D'une part, on prétend que les relations avec les Etats Unis n'ont jamais été meilleures, d'autre part on permet à la population de nourrir et d'exprimer implicitement ou explicitement des sentiments anti-américains.

Les développements récents ont créé une certaine transformation de la position américaine envers la Turquie. Washington qui tient en général à ménager ses relations avec la Turquie a déclaré de manière nette et claire sa position concernant le programme nucléaire iranien et ses attentes de la Turquie. La déclaration du président Obama au journal *Corriere della Serra* signale la possibilité d'un changement de direction de la politique turque, occasionné non pas par la réticence de l'Union Européenne concernant l'adhésion de la Turquie, mais par les conflits internes, tout en soulignant l'importance de l'existence d'un régime laïque et démocratique en Turquie.

Les Etats Unis devront suivre de près la Turquie dans leurs relations au sein de ce « modèle de partenariat » non défini. Les déclarations du président Obama et des ambassadeurs américains actuels et passés, nous fournissent des indices à ce sujet. Les élites américaines dans le domaine des affaires étrangères et de la sécurité ont aussi saisi l'importance du dossier turc.



Nous pouvons donc affirmer qu'il sera indispensable de procéder à une évaluation sérieuse de la politique étrangère de la Turquie. Au cas où les dirigeants responsables de cette politique refusent de tendre l'oreille aux critiques constructives, leur position politique concernant Gaza/Israël et l'Iran risque de les isoler.

La Turquie est un pays qui ne peut être ignoré dans les relations internationales. Il est donc d'une importance capitale pour la Turquie d'être plus prudente dans la gestion de sa politique étrangère, d'éviter de se laisser emporter par un esprit d'arrogance de plus en plus flagrant, de prêter l'oreille aux critiques bien intentionnées et de mieux suivre le cours des événements politiques.